



CÉAS de la Mayenne
Centre d'étude et d'action sociale

29 rue de la Rouillère
53000 Laval
Tél. 02 43 66 94 34
Mél. ceas53@orange.fr
Site Internet : www.ceas53.org

CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire à destination des adhérents

CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire diffusé par messagerie électronique aux seuls adhérents du CÉAS.

Contributeurs pour ce numéro :
Claude Guioillier,
Nathalie Houdayer.

Actualités statistiques

Demandeurs d'emploi des catégories A, B et C en Mayenne Une relative stabilité depuis fin octobre 2015

La Mayenne compte, fin janvier 2016, en données brutes, un peu plus de 23 700 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (tableau 1), dont, très précisément, 20 556 (86 %) tenus à des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B et C). Parmi ces 20 556 demandeurs d'emploi, 3 918 ont moins de 25 ans et 4 263 ont 50 ans ou plus. Les 25 à 49 ans (12 375) représentent 60 % de l'effectif total.

Le nombre de demandeurs d'emploi des trois catégories A, B et C connaît des variations diversifiées sur un mois : + 0,5 % pour la Mayenne ; - 0,3 % pour la région et + 0,2 % pour la France métropolitaine. Dans le département, le nombre progresse sur un an (+ 6,4 %). Cette variation est supérieure à celle des Pays de la Loire (+ 4,1 %) et de la France métropolitaine (+ 4,0 %).

Toujours en variation annuelle pour ces trois catégories et pour le département, on constate une augmentation des demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans (+ 1,3 %). Pour cette tranche d'âge, sur un an, le nombre a progressé de 5,6 % pour les femmes et diminué de 2,7 % pour les hommes. Les 25 à 49 ans augmentent également : l'évolution est de + 9,3 % pour les femmes et de + 5,0 % pour les hommes ; et pour les 50 ans ou plus : + 10,4 % pour les femmes et + 7,5 % pour les hommes.

La Mayenne, comme les Pays de la Loire, se caractérise par une part élevée de femmes, ainsi que de jeunes de moins de 25 ans, parmi les demandeurs d'emploi (catégories A, B et C – tableau 2).

Tableau 1 – Demandeurs d'emploi (janvier 2016)

	Mayenne	Variation annuelle		
		Mayenne	Pays de la Loire	France
Catégorie A	11 688	+ 3,7 %	+ 0,9 %	+ 2,0 %
Catégorie B	2 977	+ 6,5 %	+ 3,5 %	+ 4,9 %
Catégorie C	5 891	+ 12,2 %	+ 12,2 %	+ 10,5 %
Sous-ensemble	20 556	+ 6,4 %	+ 4,1 %	+ 4,0 %
Catégorie D	1 266	+ 3,8 %	+ 0,4 %	- 2,1 %
Catégorie E	1 885	+ 13,2 %	+ 11,4 %	+ 11,2 %
Total A, B, C, D et E	23 707	/	/	/

Source : Pôle emploi / Direccte des Pays de la Loire

Tableau 2 – Demandeurs d'emploi des catégories A, B et C selon diverses caractéristiques (janvier 2016)

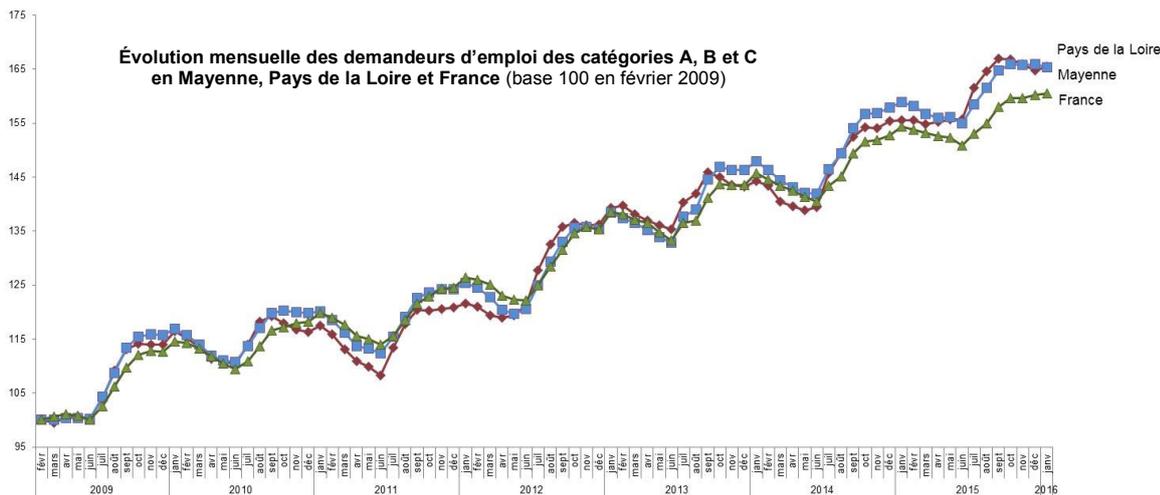
	Mayenne	Pays de la Loire	France
% femmes	52,6 %	52,8 %	49,9 %
% moins de 25 ans	19,1 %	17,5 %	14,8 %
% 50 ans ou plus	20,7 %	21,7 %	23,2 %
% DELD ⁽¹⁾	42,8 %	46,7 %	44,9 %

(1) – Demandeurs d'emploi de longue durée

Source : Pôle emploi / Direccte des Pays de la Loire

Catégorie A : demandeurs d'emploi n'ayant pas travaillé dans le mois, quel que soit le type d'emploi recherché.
Catégorie B : ceux ayant eu une activité de 78 heures au plus dans le mois.
Catégorie C : ceux ayant eu une activité de plus de 78 heures dans le mois.
 Dans ces trois catégories, les demandeurs d'emploi sont tenus à des « actes positifs de recherche d'emploi ».
Catégorie D : demandeurs d'emploi non disponibles immédiatement (stage, formation, maladie...)
Catégorie E : ceux ayant un emploi et en recherchant un autre (notamment les bénéficiaires de contrats aidés).

Évolution mensuelle des demandeurs d'emploi des catégories A, B et C en Mayenne, Pays de la Loire et France (base 100 en février 2009)



Source : Pôle emploi / Direccte des Pays de la Loire



Économie

Trois mille entreprises « au cœur de l'économie française »



Dans [Insee Focus n° 56 de mars 2016](#) (« 3 000 entreprises au cœur de l'économie française »), Hervé Bacheré remarque que « l'essentiel de l'activité économique des secteurs principalement marchands est porté par un nombre restreint d'entreprises ». De fait, sur les 3,3 millions d'entreprises, 3 000 (soit 0,1 %) concentrent 52 % de la valeur ajoutée, 70 % des investissements et 83 % des exportations.

La plus grande part de ces entreprises (40 %) sont industrielles. « Les entreprises industrielles, précise Hervé Bacheré, demeurent un moteur essentiel de l'économie nationale, même si l'industrie en France connaît un lent repli depuis plusieurs décennies ». Ces 3 000 entreprises emploient 5,1 millions de salariés en équivalents temps plein (ETP), soit 43,1 % des salariés en ETP de l'ensemble des mêmes secteurs, et près de 20 % de l'emploi total en France.



Associations en Mayenne

Le CIAAF 53 : un collectif de proches aidants

Le Collectif inter-associatif des aidants familiaux de la Mayenne (CIAAF 53), créé en 2013, réunit des personnes à titre individuel, et l'Unafam ⁽¹⁾, l'Adapei 53 ⁽²⁾, France Alzheimer Mayenne, l'Association française des sclérosés en plaques (Afsep), l'Association des paralysés de France (APF) et l'Union départementale des associations familiales (Udaf). Le collectif agit en faveur des proches aidants, non professionnels, quels que soient la maladie, la situation de

handicap ou l'âge de la personne aidée. En partenariat avec le Conseil départemental, pour « écouter, informer, conseiller, soutenir » les proches aidants, des bénévoles du collectif organisent une permanence hebdomadaire, le mercredi, de 14 h à 16 h, à la Maison départementale de l'autonomie (MDA), 16 boulevard Albert-Einstein, à Laval (tél. aux heures de permanence : 02 43 677 577).



Informatique

« Rançongiciels » : attention aux pièces jointes !

« Le phénomène prend de l'ampleur et s'annonce comme l'une des principales menaces à venir », assure Jean-Marc de Jaeger dans *Le Figaro* du 24 mars 2016 ⁽³⁾. Cette menace a pour nom : « ransomware » ou « rançongiciel ».

Tout démarre avec un courriel provenant en apparence d'une entreprise ou d'une administration...

L'internaute qui ne fait pas attention va ouvrir une pièce jointe qui est infectée et qui va infecter son ordinateur, voire les périphériques branchés (clé USB, disque dur externe...) et les réseaux informatiques...

Le logiciel téléchargé malencontreusement, tel « Locky », peut prendre en otage les données informatiques et exiger le paiement d'une rançon pour les récupérer. Le logiciel est capable d'évaluer le coût des données piratées, d'où des demandes de rançon différentes selon la nature des données. La première recommandation est de ne jamais payer pour éviter d'encourager les cybercriminels. D'ailleurs, le règlement d'une rançon ne garantit pas la restitution des données. La seconde recommandation relève plus de la prévention : se donner les moyens de pouvoir récupérer des versions antérieures de ses fichiers (copies sécurisées).



« Nous ne croyons plus en l'avenir. Cette panne est autant psychique qu'économique. Ce qui nous manque, ce n'est pas seulement le pétrole ou les emplois, c'est le goût de l'avenir. Dans l'esprit d'anciens comme Edgar Morin, Stéphane Hessel et d'autres, revenons au plus vite à l'essentiel : le projet commun, sans lequel aucune société ne peut durer. »

Jean-Claude Guillebaud, journaliste, écrivain et essayiste, « Il manque un projet » (bloc-notes), *La Vie* du 22 octobre 2015.

(1) – Union nationale des amis et familles de malades psychiques.

(2) – Association départementale de parents, d'amis et de personnes confrontés à des déficits intellectuels.

(3) – « Les logiciels de rançon, une menace qui prolifère – Les "rançongiciels", menace informatique de l'année ».